

Monsieur le Directeur,

Après un mois et demi de contrôles pédagogiques et consciencieux démontrant la nécessité de donner des moyens humains, matériels et financiers supplémentaires à une administration en constante évolution, nos dirigeants restent sourds face aux revendications légitimes des agents des douanes.

Les discussions avec les organisations syndicales nationales ayant été rompues de manière unilatérale par le Ministre et le Directeur Général, l'intersyndicale a décidé de ne plus participer à aucune instance administrative en première convocation tant que le dialogue social ne sera pas rétabli.

Les récents rassemblements massifs à la Direction Générale, à la DI de Montpellier mais aussi à Bayonne ou Toulouse sont le reflet de la colère des agents des douanes, colère que vous feignez d'ignorer.
Face à cela, la seule réponse de l'Administration relève du triptyque : intimidations – menaces – répressions.

De ce fait, à l'instar de ce qui a été décidé par nos représentants au niveau national mais également au niveau local, les brigades des frontières pyrénéennes basques et catalanes sont mobilisées depuis le début du mouvement.
Aussi, nous, agents des brigades d'Hendaye, de Bayonne, du Perthus, de Port-Vendres et de Perpignan refusons désormais, et jusqu'à la réouverture de véritables négociations, de dialoguer avec les représentants de la haute hiérarchie.

Face aux menaces de sanctions disciplinaires brandies par l'Administration envers certains agents, vous trouverez une communauté douanière unie et engagée pour combattre ces attaques indignes.

Au vu de la stratégie de pourrissement du mouvement actuel menée par la direction générale et le ministère, sachez au contraire que ce conflit ne peut que se durcir face à cette attitude et laissera à n'en pas douter de nombreuses traces.